

Pour LREM, « il y a un but commun, battre le RN »

La déléguée générale adjointe de La République en marche, en charge des élections, lève toute ambiguïté : le président sortant Renaud Muselier est « soutenu » par le parti présidentiel



« Chez nous, le seul calcul vise à trouver le meilleur moyen de battre le RN », affirme Marie Guévenoux, déléguée générale adjointe de LREM en charge des élections. (Photo Cyril Doderigny)

« J'e suis venue apporter mon soutien à Renaud Muselier. » La phrase est nette, sans ambiguïté. Elle est prononcée par Marie Guévenoux, déléguée générale adjointe de LREM en charge des élections, de passage hier à Nice. Quelques mots en apparence anodins, mais chargés de sens. Et peut-être lourds de conséquences.

Pourquoi venir sur la Côte d'Azur, alors que votre parti ne présente aucune liste aux élections régionales ?

Nous n'avons pas de liste au sens de l'appareil politique, mais nous avons un candidat qui s'appelle Renaud Muselier. Au nom de la majorité présidentielle, je suis venue lui apporter mon soutien et appeler les électeurs de LREM à voter pour lui.

La tête de liste initialement investie par votre formation, Sophie Cluzel, s'est présentée puis s'est retirée deux fois. Pouvez-vous nous expliquer cette bizarrerie ?

J'entends que cela puisse paraître surprenant. [Silence] Deux points ont guidé notre décision. D'une part, la possibilité avérée de travailler en partenariat avec le président sortant de la Région. D'autre part, le risque très élevé que le Rassemblement national gagne ces élections.

Cela n'explique pas ce double aller-retour...

C'est lié aux événements parisiens que vous connaissez. Renaud Muselier a subi une pression énorme, aberrante, de la part de son propre parti. Ses « amis » ont perdu les pédales. Pendant un certain temps, il a été difficile de se parler. Puis les choses étant rentrées dans l'ordre, la candidature de Sophie Cluzel ne s'imposait plus.

Le rassemblement s'imposait dès le premier tour, selon vous ? J'en suis convaincue. J'espère que l'avenir me donnera raison.

Au départ, Sophie Cluzel devait figurer sur la liste Muselier ? Oui. Mais lorsqu'elle a compris que sa présence était un point de blocage, elle s'est effacée.

L'annonce du retrait de la liste LREM par le Premier ministre a été perçue comme un piège pour diviser la droite...

Ce n'était pas le cas. Chez nous, le seul calcul vise à trouver le meilleur moyen de battre le RN.

Ne pensez-vous pas que votre soutien, aujourd'hui, peut affaiblir Renaud Muselier ? J'en ai parfaitement conscience. Mais chacun peut comprendre qu'il y a un but commun : battre le Rassemblement national.

Peut-on s'allier avec Les Républicains en région et les combattre au niveau national ?

C'est le cas ! Face à un enjeu très important en région, il y a une logique à être unis.

LIONEL PAOLI
lpaoli@nicematin.fr

Sondage : Mariani conforte son avance

Sondage après sondage, Thierry Mariani conforte son avance. Selon l'enquête réalisée par BVA pour Orange et RTL, en cas de duel au 2nd tour, le chef de file du Rassemblement national en Paca remporterait les régionales avec 52 % des voix contre 48 % pour Renaud Muselier (LR).

Dix points d'avance au premier tour

Dans l'hypothèse d'une triangulaire, si la liste conduite par Jean-Laurent Félicia (EE-LV - PS - PCF - Génération.s) décidait de se maintenir, Mariani serait élu en ralliant 46 % des suffrages, devant Muselier (36 %) et Félicia (18 %).

Les projections pour le 1^{er} tour sont stables : Mariani est crédité de 43 % des intentions de vote, devant Muselier (33 %), Félicia (16 %), Chuisano (3,5 %, DLF) et Governatori (3 %, Cap écologie et le Parti animaliste). Les quatre autres prétendants gravitent à plus ou moins 1 %.

BVA note que l'image du président sortant de la Région est en demi-teinte. « Le bilan de Renaud Muselier est mitigé, souligne l'étude. Seuls 37 % des habitants sont satisfaits, contre une proportion équivalente qui ne le sont pas (39 %) et 24 % qui ne se prononcent pas. »

LIONEL PAOLI
lpaoli@nicematin.fr

La requête contre Thierry Mariani jugée « irrecevable » par la justice

C'est la fin d'une épée de Damoclès pour Thierry Mariani : le tribunal judiciaire d'Avignon a jugé hier « irrecevable » la requête d'élus Les Républicains (LR) qui contestaient la régularité de sa candidature. Cinq électeurs avignonnais membres des Républicains avaient saisi la justice pour obtenir la radiation des listes électorales de l'ex-ministre de Nicolas Sarkozy. Ils estiment qu'il ne possède pas un « domicile réel » dans la ville, contrairement à ce qu'il l'affirme, et donc d'un attachement suffisant avec la région dans laquelle il se présente, comme l'exige le code électoral.

À cause de 24 heures de retard

À l'audience, l'avocat de M. Mariani, M^e Frédéric-Pierre Vos, avait plaidé l'irrecevabilité en raison de la contestation tardive des requérants qui auraient dépassé le délai légal de sept jours après publication des listes électorales. À l'appui de cette affirmation, il

avait présenté à l'audience une attestation de la mairie d'Avignon indiquant que la publication des listes avaient eu lieu le 31 mai, alors que la requête elle avait été enregistrée le 8 juin, donc avec 24 heures de retard.

A contrario, les requérants n'avaient pas matériellement justifié que leur recours avaient bien été effectué dans les délais, le tribunal estimant qu'il leur revenait d'en apporter la preuve.

Dans ses attendus, il explique ainsi qu'il « appartenait aux requérants de démontrer la recevabilité de leur recours et en premier lieu le point de départ du délai de 7 jours. Ils se devaient de fournir au tribunal la date certaine de publication de la liste pour démontrer que leur recours avait bien été effectué dans les délais ».

Constatant cette absence, le tribunal a déclaré « leur pourvoi irrecevable ». Il ne s'est par conséquent pas prononcé sur le fond du dossier.



Cinq élus LR avignonnais avaient saisi la justice pour obtenir la radiation de Thierry Mariani des listes électorales.

(Photo Luc Boutria)

Débat : on prend (presque) les mêmes et on recommence

Le son était meilleur, l'image moins baveuse. Mais sur le fond, le débat programmé hier soir sur LCI était à peine moins laborieux que celui diffusé la semaine dernière sur France 3.

Sept candidats sur neuf sont présents ⁽¹⁾. Le journaliste David Pujadas glisse une première question : ont-ils le sentiment de partager les

mêmes valeurs ? Chacun appuie aussitôt sur ce qui le distingue des autres. Isabelle Bonnet assure que personne ne défend comme elle « la cause des travailleurs ». Valérie Laupies clame son amour pour « la nation ». Renaud Muselier attaque sur le passé de Philippe Vardon, directeur de campagne de son principal adversaire. Thierry

Mariani réplique en évoquant « une connerie de jeunesse ». Jean-Laurent Félicia embraye sur les accointances du candidat RN avec Bachar al-Assad. « Si je comprends bien, je suis le punching-ball de la soirée », grimace Mariani. Perdu. C'est le bilan économique du président sortant qui est ensuite passé au crible. Sans sur-

prise, seul le tenant du titre le trouve réellement satisfaisant. Et pendant trente minutes, ça parle chiffres, ça coupe les cheveux en sept, ça prend des engagements sans frais sur le futur.

Sur l'emploi, le tourisme, les transports, les éoliennes, chacun joue sa partition. En définitive, il n'est pas certain que les indécis auront

été éclairés par les arguments échangés. Verdict dimanche dans les urnes.

L. P.

1. Renaud Muselier (LR), Thierry Mariani (RN), Jean-Laurent Félicia (EELV-PS-PCF-Génération.s), Noël Chuisano (DLF), Jean-Marc Governatori (Cap écologie), Valérie Laupies (Zou !) et Isabelle Bonnet (Lutte ouvrière), Manquaiet Mikael Vindenzi (Un nôtre monde) et Hervé Guerrera (Oui la Provence).